

Assemblée Générale du 3 février 2007

Rapport Moral pour 2006

1. La politique de recherche française	2
2. International	3
3. « Les sciences en bobines ». Festival du film 'sciences et société'	6
4. PICRI (Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation)	7
5. Démocratie participative et choix scientifiques et techniques	8
6. Modes coopératifs et non propriétaires en réseau de production de savoirs et d'innovation.....	8
7. Enjeux des nanotechnologies	9
8. Vie interne et fonctionnement de l'association	10
9. Communication externe	12
CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES POUR 2007	13

Ce rapport moral conclut la quatrième année d'activité de la Fondation Sciences Citoyennes. 2006, comme les années précédentes, a été une année pleine d'activités et d'idées (nous avons toujours plus d'idées que les forces pour les faire vivre !). Les idées, les projets, les sollicitations – Sciences Citoyennes a su, à la fois, augmenter sa visibilité et sa légitimité en tant qu'acteur civil et vigilant de la politique de recherche, mais a été encore confrontée au problème de dispersion.

1. LA POLITIQUE DE RECHERCHE FRANÇAISE

Après sa note d'octobre 2004 sur la politique de recherche en France (http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1440), et sa mobilisation, avec d'autres associations, lors de la préparation de la Loi d'orientation et de programmation de la recherche (LOPR) en 2005, la Fondation Sciences Citoyennes entendait continuer à éclairer le débat et apporter sa contribution avant le vote du Parlement sur la LOPR au printemps 2006. A ces fins, FSC a organisé le 23 janvier 2006 une journée à l'Assemblée Nationale sur le thème : « Un pacte pour la recherche ? Quelle recherche et quel contrat avec la société ? » afin que le parlement améliore substantiellement la copie du gouvernement. Il s'agissait de faire connaître nos critiques et propositions, et d'entendre des représentants politiques, scientifiques et associatifs s'exprimer sur le projet de Loi.

FSC a aussi fait des propositions d'amendements au texte de la loi, comme par exemple sur des questions de démocratie et d'élaboration concertée des choix d'orientation et de programmation: « Les besoins de recherche de la société, comprennent la production de biens publics : connaissance ouverte, expertise plurielle et indépendante, innovation à but non lucratif » ou pour des besoins sociétaux non solvables : « Il faut prévoir des dispositifs pour démocratiser les choix scientifiques, ou encore : « La politique nationale de recherche et d'innovation veille à maintenir ouverte l'exploration de multiples futurs socio-techniques possibles pour la nation. Elle vise d'une part l'essor d'une « science ouverte » où les droits de propriété intellectuelle ne sauraient entraver la création scientifique et l'innovation, ni faire obstacle aux politiques d'accès au savoir et de protection de la santé et de l'environnement. Elle veille d'autre part à stimuler et mobiliser des capacités de production de savoir et d'innovation présents au sein des organisations de la société civile à buts non lucratifs, et à favoriser les partenariat entre les porteurs (organisations à but non lucratif) de ces dynamiques sociétales ascendantes et la recherche publique. »

La déception a été grande (et Sciences Citoyennes partage cette déception avec Sauvons la Recherche (SLR), les syndicats et les associations). La loi n'a repris pratiquement aucune des orientations et propositions des États-Généraux des chercheurs ou bien en les travestissant et ne répondant en rien aux attentes et défis de ce début de siècle. Concernant les amendements de FSC, quelques modestes traces restent grâce à l'intervention de la sénatrice verte Marie-Christine Blandin.

Par ailleurs, nos relations avec l'association « Sauvons la recherche » restent irrégulières et limitées, notamment du fait de priorités thématiques divergentes puisque nous mettons l'accent sur les questions de démocratisation de la recherche plutôt que sur les questions de budgets et de postes (mais thématique que nous ne négligeons pas). Notre Rebond dans Libération du 4 octobre notait en réponse à l'université d'automne de SLR : « Outre sa mission cognitive et sa mission de formation, la recherche doit contribuer à l'expertise publique comme à l'exploration de la pluralité des mondes socio-techniques possibles. Elle doit apporter son appui à l'innovation sans but lucratif et à la défense de la connaissance comme bien public. En d'autres termes, une nouvelle politique de la recherche en France doit promouvoir la diversité et non le développement d'une « mono-culture scientifique » où les nanotechs et la fusion nucléaire constitueraient, par exemple, l'alpha et l'oméga des fléchages de moyens. L'heure est aussi à la synergie entre sciences de la nature et sciences humaines et sociales, comme à l'analyse des

effets des développements techno-scientifiques sur la santé et l'environnement, etc. Du chemin reste encore à parcourir et nous continuons à espérer que les associations et syndicats de chercheurs comme les chercheurs eux-mêmes parviendront à opérer un aggiornamento aussi profond que celui que la Confédération paysanne a su opérer en 30 ans, ouvrant la question paysanne bien au-delà du cercle des professionnels. » Suite à cet article le dialogue avec Sauvons la recherche s'est rétabli.

2. INTERNATIONAL

Nos activités au niveau international se sont encore multipliées cette année et nous sommes régulièrement en contact avec d'autres ONGs ou réseaux d'ONGs ainsi qu'avec la Commission Européenne.

Nous avons de nouveau participé au Forum Social Mondial à Bamako au Mali. Nous étions aussi au Forum Social Européen à Athènes. Nous avons co-organisé un séminaire avec des ONGs africaines pour le FSM et deux séminaires avec des ONGs européennes pour le FSE.

Forum Social Mondial, Janvier 2006 :

22 000 participants pour ce premier forum mondial en Afrique, dont les Femmes africaines d'une part et les Paysans africains d'autre part constituaient l'écrasante majorité. Les femmes y ont ainsi organisé des débats faisant souvent salle comble; elles ont mis sur la table des problèmes aussi divers que liberté et démocratie, place de la femme dans la vie familiale et sociale, excision, prostitution, pauvreté, analphabétisme, difficultés des jeunes, épidémie du sida ou santé environnementale. La mobilisation des paysans africains contre notamment la privatisation des terres en Afrique (au Mali, c'est la zone de l'Office du Niger qui subit cette fin) a constitué un autre thème criant de l'agenda du Forum. La question des risques liés aux OGM y est aussi largement débattue à l'initiative des organisations africaines, européens ou asiatiques (ROPPA, Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique en Afrique, Association des Organisations Professionnelles Paysannes, Via Campesina, Terra Madre...).

Notre séminaire était intitulé « **Face à la marchandisation des sciences et des techniques, quelles alternatives pour l'Afrique ? Quels moyens pour les mouvements citoyens du Nord et du Sud pour mettre la recherche et l'innovation au service du bien commun dans le continent africain ?** » Le débat, passionnant, a porté aussi bien sur la question de la privatisation des ressources naturelles (eau, terre agricole..) que sur la marchandisation du vivant (biotechnologies), le rôle du privé dans la recherche médicale, les apports des savoirs autochtones dans les domaines médical ou agricole, les causes et conséquences de la fuite des cerveaux dans les milieux chercheurs africains, les nouveaux contrats à inventer entre la recherche et les acteurs de la société civile.

Le débat était basé sur le constat que la marchandisation néolibérale privilégie les intérêts des laboratoires pharmaceutiques par rapport à ceux des malades, ceux des firmes agro-alimentaires par rapport à ceux des agriculteurs et des consommateurs, ceux des firmes pétrolières par rapport à ceux des riverains, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. Le système de brevetage systématique de la connaissance et du vivant est

imposé à toute la planète via les accords de l'OMC de 1994 sur la propriété intellectuelle. Dans bien des domaines, ce sont aujourd'hui des entreprises privées qui orientent la recherche.

Nos intervenants ont témoigné de leurs expériences et leurs engagements dans différents domaines :

Abdourahamane Ousmane (Alternative Espace Citoyens, Niger) : Recherches et technologies alternatives proposées et revendiquées par les mouvements citoyens au Niger, face à la marchandisation de l'eau potable et dans le but de permettre une redistribution plus juste de sources d'eau en Afrique.

Michel Diawara (CEPROCIDE- Centre de promotion de la citoyenneté pour le développement durable à la base, Mali) : Participation des communautés locales à la gestion des forêts, lutte contre la déforestation et l'érosion et l'articulation des actions citoyennes avec les milieux chercheurs/experts.

Cheikh Diop (Association Sénégalaise pour la Protection de l'Environnement, Sénégal) : Privatisation de l'eau au Sénégal.

Hounaizatou Coulibaly (Nyeta-Sira, Mali) : Action des femmes dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'environnement.

Sezin Topçu (Sciences Citoyennes, France) : introduction sur la marchandisation des savoirs dans divers domaines (agriculture, énergie, industrie pharmaceutique, ressources naturelles..), répercussion de celle-ci dans les pays du Sud et les alternatives qui peuvent être mises en place.

L'ambiance était extraordinaire à Bamako et nous avons pu découvrir de nombreuses organisations, et rencontrer beaucoup de monde ! Et bien sûr la fête : de la musique partout, du théâtre de rue, des stands de diverses associations, des discussions passionnées et passionnantes.

Pour Sciences Citoyennes, ce forum a permis de s'ouvrir aux questions de la recherche dans les pays du Sud, de la science et de la solidarité internationale, du renforcement de la société civile pour l'amélioration des conditions de vie des communautés humaines dans le Nord et dans le Sud. Ces rencontres à Bamako nous ont donné envie de travailler sur ces questions.

Forum Social Européen, Mai 2006 :

A Athènes nous avons également discuté des problèmes de la marchandisation de la recherche, les conséquences de ce processus et les éventuelles alternatives.

De manière générale, après trois ans de participation aux **forums sociaux** il faut constater que la recherche ne fait pas facilement partie des axes prioritaires du mouvement des forums. Les questions des savoirs, du brevetage et du biopiratage sont plus présentes au niveau mondial qu'au niveau européen. Sachant aussi que si l'on souhaite peser sur l'orientation des axes des forums, il faut avoir des forces suffisantes pour s'engager dans les comités d'organisation et être présents lors des Assemblées préparatoires. Si, avec d'autres ONGs, nous souhaitons porter davantage la problématique de la recherche au sein des forums, il faut sérieusement réfléchir à une stratégie.

Le réseau **European Science Social Forum** que nous avons co-créé avec d'autres ONGs pour se mobiliser autour du 7ème PCRD (Programme Cadre Recherche et Développement) a été un peu plus calme qu'en 2005 car le réseau n'a pas encore trouvé un

nouveau cheval de bataille commun. Cependant, nous étions co-signataires de la lettre ouverte de 38 ONGs et mouvements sociaux (dont des scientifiques, des écologistes, des syndicalistes, des experts en armes biologiques, etc.) contre la déclaration des scientifiques en biologie synthétique exigeant une "auto-gouvernance" du domaine, à l'occasion de la seconde conférence internationale sur la biologie synthétique en mai 2006. C'est le groupe canadien ETC Group qui est à l'origine de cette mobilisation. La lettre exprimait les craintes des signataires envers la biologie synthétique qui expérimente la création artificielle de nouvelles formes de vie, et demandait un débat ouvert et démocratique avec des organisations de la société civile ainsi que des régulations par les États.

Projet TRAMS et Boutiques des Sciences en France

Le projet européen TRAMS (*Training and Mentoring of Science Shops*) dont FSC est partenaire a pour objectif de soutenir la création de nouvelles boutiques des sciences en Europe.

En février 2006 nous avons donc organisé une rencontre d'une journée avec une trentaine de personnes sur le thème « La recherche à l'aide des citoyens - Rencontre d'échange autour des boutiques des sciences » qui visait à former les personnes intéressées par les boutiques des sciences, pour diffuser le concept et appuyer la création de nouvelles structures en France.

Des problèmes locaux avec une entreprise polluante, des incertitudes sur des dangers sanitaires et environnementaux divers dans un contexte local, la nécessité d'une expertise scientifique gratuite ou à prix modique – les « boutiques des sciences » sont des structures qui répondent à des besoins de recherche et d'expertise de groupements d'habitants, d'associations et ONGs, de syndicats et d'autres organisations de la société civile. A l'interface entre science et société, les boutiques des sciences permettent de prendre en considération ces demandes de recherche qui ne sont habituellement pas traitées par la recherche institutionnelle. Elles peuvent toucher à toutes les disciplines, sociales, économiques, agricoles, médicales, etc.

Si les boutiques des sciences ne sont pas répandues en France - la seule boutique française qui existe actuellement est celle des étudiants à l'ENS de Cachan (<http://boutiquedessciences.free.fr>), elles le sont néanmoins chez nos voisins européens comme les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, etc. Ces boutiques se sont mises en réseau international depuis quelques années afin de renforcer leur démarche, d'échanger des expériences et savoirs et de se développer partout dans le monde.

L'idée de recréer des boutiques des sciences en France (en effet, il y en avait au début des années 80 !) avance doucement mais a pris plus d'élan à la fin de l'année avec l'émergence de groupes très motivés à Grenoble et à Avignon. Sciences Citoyennes et ces deux groupes sommes en train de préparer des ateliers-scénarios pour la création, le développement et la consolidation des pôles régionaux de boutiques de sciences. Processus participatif, l'Atelier-Scénario aide à construire à partir de visions « utopiques », des scénarios réalistes et d'en planifier les premières étapes réalisables à très court terme, voire de développer un plan d'action pour mettre en oeuvre à plus long terme des solutions collectivement acceptées/« négociées ».

L'alliance internationale "science et société" est notre projet en coopération avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH) que nous avons renouvelé sur deux ans par une nouvelle convention. Nous avons continué de nouer des contacts avec des chercheurs, organisations de chercheurs et organisations de la société civile. Aussi bien notre participation aux forums sociaux qu'un voyage exploratoire en Inde, des contacts via le réseau des boutiques des sciences que des rencontres lors des conférences ou colloques nous ont aidé à prospecter des partenaires éventuels pour une première rencontre d'une trentaine de personnes en 2007. Néanmoins, notre visibilité au sein des organisations de chercheurs est quasi nulle et se limite à des contacts personnels avec quelques-uns. Il nous faut améliorer ce point car nous sommes actuellement plus connus au sein de diverses ONG.

3. « LES SCIENCES EN BOBINES ». FESTIVAL DU FILM 'SCIENCES ET SOCIETE'

Notre festival, toujours gratuit malgré l'absence de subventions cette année (donc gratuit grâce au réseau des co-organisateurs), a tenu cette année sa troisième édition qui était présentée avec le message suivant: « Fête ou défaite de la science ? » Le Festival était organisé par la Fondation Sciences Citoyennes, en partenariat avec l'ACRO, l'AITEC, la Confédération Paysanne, le CNIID, Greenpeace, HOLOS, le MDRGF, le Réseau Semences Paysannes, le Réseau Sortir du Nucléaire et Sud Recherche EPST.

L'ascendance actuelle du cinéma politique engagé montre que le cinéma est le bon vecteur pour rendre publique la conviction selon laquelle il y a moins une science à fêter en tant que telle (comme on fête le mariage d'un couple heureux) que des sciences mises en cause, interrogées, bousculées dans leur organisation comme dans leur logique d'être et de fonctionnement, par les controverses publiques en essor.

Grâce aux nombreux réalisateurs, souvent sans moyens mais dont la sensibilité sociale et politique prime avant tout, la critique des techno-sciences actuelles (des pesticides aux nanos en passant par les téléphonies mobiles, le nucléaire, les brevets, les déchets...) n'est pas écartée du 7^e art. Les Sciences en Bobines permettent la rencontre entre ces films/documentaires - parfois rejetés par les chaînes de télévision, parfois objets de menaces de la part des puissants lobbies - et les citoyens.

Les Bobines – avec huit films et cinq débats thématiques - ont attiré de la sympathie tout au long des quatre jours de projection (11, 12, 13, 14 octobre), et au-delà. Les thèmes de cette année étaient :

- 1. Le mythe du scientifique**
- 2. Science, marché, brevets**
- 3. Énergie : (di)visions franco-allemandes**
- 4. Essais cliniques et tiers-monde**
- 5. Nanotechnologies**

Que ce soient les films « **Ceci n'est pas une alerte** », « **Les gangsters de la science** », « **Le silence des nanos** », « **La vie contaminée** » ou « **Intelligence superficielle** », ils ont suscité de nombreuses questions et interrogations et des débats vivants ! Qu'est-ce que la science ? Une longue marche de la vérité contre l'erreur ? Une quête de contrôle ? Une course aux profits ? Une institution sociale ? Un pouvoir ? Pourquoi les lanceurs d'alerte scientifiques finissent-ils dans des placards ? La fraude est-elle une exception ou un mode d'être ordinaire des sciences ? Qui dépose des brevets ? Comment ce système influence-t-il le choix des priorités de recherche et les conditions de la production scientifique ? Existe-t-il des alternatives ? Médicaments, OGM, logiciels informatiques (...) sont autant d'exemples qui interpellent le système des brevets et mettent à jour ses conséquences sur les liens entre la science, la société et les marchés. Sortir du nucléaire ou EPR ? Quelles sont les conséquences de la crise d'innovation pour la recherche et pour l'évaluation des médicaments ? Comment dans ces conditions assurer la prise en compte des besoins les plus pressants qui sont ceux des populations non solvables du Sud ?

Un petit bémol sur la participation néanmoins. Si la salle était pleine le premier soir elle l'était moins les autres soirs même si toujours assez remplie pour profiter d'une ambiance animée et sympathique. D'où plus d'efforts à faire pour communiquer sur notre quatrième festival !

Cette troisième édition de Sciences en Bobines a été par ailleurs dédiée à notre ami Pierre Castella, dont le départ précoce nous a fait beaucoup de peine. Pierre fut l'un des créateurs de Sciences en Bobines, s'impliquant dans de nombreuses tâches (portant des bobines sur son dos, doublant des films jusqu'à donner la voix française à des femmes américaines !), faisant tout pour sa réussite. Sa bonne humeur, ses idées et ses efforts avaient coloré ce festival.

Merci à tous ceux qui ont contribué au succès des Bobines 2006 et nous vous donnons évidemment déjà un nouveau rendez-vous pour octobre 2007 ! Nous vous informerons dès mars 2007 des réunions préparatoires.

4. PICRI (PARTENARIAT INSTITUTIONS-CITOYENS POUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION)

Notre action auprès de Marc Lipinski, Vice-Président à la recherche de la région Ile-de-France, pour promouvoir le lancement d'un appel à projet de recherche ONG-laboratoires publics inspiré des ARUC Canadiens s'est révélé très fructueuse. Les appels PICRI existent maintenant depuis 2005 en région Ile-de-France et ont déjà vu leur troisième appel. Le budget s'élève toujours à environ un millions d'euros.

Et les PICRI font déjà des petits ! La région Bretagne a bien lancé son appel d'offres pour un partenariat avec les associations (ASOSC : Action pour l'appropriation sociale des sciences). Pour ce premier appel beaucoup de projets déposés et peu de retenus car l'enveloppe était limitée. Cela montre que ce type d'appel à projets de recherche correspondait à une attente et nous espérons que l'enveloppe grandira.

La région Bretagne a aussi repris notre terme du « tiers secteur scientifique » pour lancer cet appel ! Pour les citer précisément : « A travers le présent appel à projets, la Région Bretagne souhaite soutenir l'émergence de ce tiers-secteur et favoriser la mise en place de programmes de recherche-action ayant pour but de traiter (et si possible de résoudre) des problématiques élaborées en réponse à des besoins et des enjeux sociétaux (problématiques de nature sociale, culturelle, économique ou environnementale).

Espérons que d'autres régions vont suivre très bientôt !

5. DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Nous avons répondu au premier appel PICRI francilien en 2005 avec un projet intitulé « Définir la conférence de citoyens pour trouver sa place dans l'ordre juridique ». Les partenaires sont Jacques Testart pour Sciences Citoyennes, Marie-Angèle Hermitte (droit, CNRS), Michel Callon (sociologie, Ecole des Mines) et Dominique Rousseau (constitutionnaliste, Univ. Montpellier). La subvention francilienne permet essentiellement de financer les recherches d'une juriste, Florence Jacquemot.

Nous avons bien avancé avec ce projet mais la matière est complexe et demande un travail approfondi aussi bien en terme de jurisprudence que de sociologie. De multiples questions se sont posées lors du travail : Comment définir le terme « citoyen » dans ce cadre ? Comment construire la légitimité de la procédure ? Quel rapport entre expertise - citoyens - décideurs politiques ? Comment expérimenter la démocratie ? Comment procéder pour le choix du panel ? Quels effets sur la politique, sur les médias ?

Comme le projet nécessite finalement plus de travail que prévu, nous avons demandé une prolongation de six mois pour le salaire de Florence auprès du Conseil Régional et nous attendons la réponse.

6. MODES COOPERATIFS ET NON PROPRIETAIRES EN RESEAU DE PRODUCTION DE SAVOIRS ET D'INNOVATION

Nous avons organisé le 3 décembre 2005 une rencontre d'échange entre acteurs du logiciel libre, des semences paysannes, des réseaux d'échanges de variétés anciennes, de wikipedia et autres projets coopératifs. Cette rencontre a ensuite mené à l'écriture de notre synthèse sur « Savoirs libres et production de biens communs en réseau »

(http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1455)

7. ENJEUX DES NANOTECHNOLOGIES

Nous avons publié notre note sur les « **Nanotechnologies – nanoparticules, giga-questions et citoyenneté** » en octobre 2006. Cette note s'inscrit aussi dans la droite ligne des documents de la Fondation Sciences Citoyennes (FSC) qui veut qu'un débat tronqué ne fortifie pas notre démocratie mais l'affaiblisse, qu'aucun argument d'autorité n'est légitime. La mise à plat des arguments et dimensions complexes du sujet aidera la collectivité à choisir elle-même, plutôt que de dépendre d'un cénacle d'experts ou de hiérarques plus ou moins compétents et intéressés.

La note souligne que, comme toute autre vague technologique, les nanosciences et nanotechnologies se situent dans des contextes sociaux et politiques concrets. Elles ne peuvent compenser le manque de politiques sociales judicieuses et elles ne résoudront pas les injustices socio-économiques et socio-politiques. Pour répondre aux défis auxquels notre planète et nos sociétés sont confrontées, il nous faut donc des politiques publiques scientifiques qui vont au-delà des seuls cadres industriels et commerciaux et qui prennent en compte les besoins sociaux des populations, les réalités politiques et l'état de notre planète.

Mais l'idéologie de la technoscience et de la compétitivité que prônent aujourd'hui les politiques publiques prive celles-ci d'approches autres que purement néolibérales. Nous regrettons que des financements énormes aient été engagés pour les nanosciences et technologies, aussi bien au niveau international que national, sans qu'aient été menées des études approfondies, sans que se soient tenus des débats publics sur leur utilité sociale, sur les conséquences sociétales, sur les rapports coûts-bénéfices comparés à des technologies alternatives ou à des approches non technologiques.

Avec l'arrivée des NST, la technoscience et ses promoteurs tentent d'influencer, voire déterminer, notre vie sociétale comme jamais auparavant. La question de la démocratisation des choix scientifiques et techniques se pose donc plus que jamais. Si la « politique du dialogue » avec la société sur ces enjeux veut réellement dire quelque chose, les NST sont l'occasion de le prouver. Il ne sert à rien de faire du préfixe « nano » le synonyme du diable. Mais notre indifférence politique et scientifique pourrait en faire, d'ici quelques années, le symbole de notre irresponsabilité.

(À consulter sur http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1516)

Des membres de Sciences Citoyennes sont intervenus sur les nanotechnologies à plusieurs reprises. Nous avons également participé à la formation du panel de citoyens de la conférence de citoyens sur les nanotechnologies organisée par le Conseil Régional Ile-de-France, ainsi qu'à la conférence publique finale. Il faut constater que c'était finalement difficile pour Sciences Citoyennes de trouver sa place dans cette opération, remettant finalement en question sa participation à de tels dispositifs. Chaque future demande de cet ordre devrait faire objet d'un débat approfondi avant de décider d'y participer ou pas.

8. VIE INTERNE ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Bureau et CA se sont réunis régulièrement et comportent un noyau très actif... mais il faut, au-delà de ce noyau, arriver à élargir le nombre de participants actifs à la vie de *Sciences Citoyennes*.

Notre nombre d'adhérents reste stable avec environ une centaine d'adhérents.

Réflexion stratégique

Nous nous sommes réunis pour une deuxième fois lors d'un week-end stratégique en septembre afin de discuter nos priorités et notre stratégie des années à venir. Ces week-ends sont toujours un moment très convivial et riche que nous tenons à réitérer.

Comme la dernière fois, nous avons organisé un débat principal qui portait cette fois-ci sur la question de la décroissance. Nous avons souhaité entamer la discussion par « *ce qui réunit croissants et décroissants* »

En première analyse, il y a loin entre ce que les adversaires identifiaient comme des clivages irréversibles et ce qui est apparu dans le débat comme des points de convergence possibles, pour ne pas dire d'accords. Jugez plutôt :

Au premier chef un accord total sur le constat du désastre écologique et la faillite du modèle développement durable ; les doutes sur la capacité de l'espèce humaine à réussir ces virages « éco-politique » et « éco-sociétal » en un temps très court. Devant cette urgence, ils craignent un éco-totalitarisme car ce n'est pas le moindre défi que de concevoir des propositions alliant une certaine radicalité (au contour différent selon le camp), le respect des droits humains et la mobilisation de forces sociales par consensus et non par la force. Tout le monde convient dès lors que travailler sur la décolonisation de l'imaginaire collectif est un enjeu majeur. À ce titre, les débattants ont reconnu que « le concept de décroissance est biodégradable », qu'il ne doit pas constituer un dogme ; il permet de renverser de nombreux termes du débat.

Fabrice Flipo et Serge Latouche, opposés à la création d'un parti de la décroissance, ont rejoint Guillaume Duval (GD) lorsqu'il voit dans la décroissance de l'agit-prop' utile. Selon GD radicalisme et réformisme se nourrissent l'un l'autre , et seuls ils ne sont jamais parvenus à des résultats tangibles. La décroissance fait donc bouger d'anciens clivages qui s'y expriment sous des formes réactualisées (spirituels, scientifiques, écologistes etc). Le pragmatisme fut une des choses les mieux partagées autour de la table. En ce qui a trait à la relocalisation de l'économie, thème central du discours décroissant, Guillaume Duval en a défendu le principe sans systématiser ce credo à tous les enjeux. Fabrice Flipo a insisté sur la nécessité d'analyser au cas par cas les stratégies de fédération des intelligences, de convergence des idées et de mobilisation des forces.

Pour SL et FF, les intellectuels dont ils se reconnaissent les héritiers (Partant, Ellul, Illitch, etc.) ont une puissante pensée de l'État ce qui n'est pas le cas des héritiers des traditions marxistes et libérales pour lesquels il sert à maintenir des monopoles oligarchiques et technocratiques. FF a poursuivi dans cette voie puisque selon lui il n'y a pas de confusion chez les décroissants entre les économies monétaire et marchande parce que le problème relève plutôt d'une extension de l'économie monétaire par des voies technocratiques ou étatiques, ces derniers n'ayant d'autres ambitions, comme le démontrait déjà Illitch, que la progression constante de leurs institutions ; le dernier scandale en date étant celui du purin d'ortie où pour

avoir divulgué cette recette « non homologuée » nous encourent une amende de 75.000€ au prétexte que « *l'Etat va nous protéger* ». De son côté, GD ne voit pas dans la réorientation massive des politiques publiques de l'étatisme mais un levier institutionnel majeur puisqu'il formalise et diffuse massivement un consensus sur les normes et les valeurs dans la société.

Déménagement

Sciences Citoyennes, après presque trois ans à la FPH, a maintenant déménagé dans un nouveau local dans le 20ème arrondissement que nous partagerons avec une autre association. Une nouvelle étape dans notre vie quotidienne. Nous remercions encore beaucoup la FPH pour son soutien précieux car l'accueil dans ses locaux nous a permis, toute jeune et petite association, de travailler dans d'excellentes conditions aussi bien au niveau humain que matériel !

Salariés

Sciences Citoyennes employait en 2006 :

- Une coordinatrice à temps plein en CDI (Claudia Neubauer)
- un chargé de mission en CDI (Glen Millot) à 4/5 de temps
- une chargée de recherche à mi-temps pour notre projet PICRI (Florence Jaquemot)
- un webmestre en CAE (contrat aidé) jusqu'en mars 2006 (Marc Jeanson).

En octobre nous avons appris la mort soudaine de Marc. Son départ nous a profondément touché. Marc aimait la bonne vie, la musique (il s'y était remis), les discussions, était curieux, lisait sans arrêt et savait de tas de choses ! Nous garderons affectueusement en mémoire ce bout de chemin que nous avons pu partager avec lui.

Une réunion d'équipe se tient tous les lundi matin mais peu de membres du bureau trouvent le temps de s'y joindre.

Gazette

Nous avons édité deux numéros de notre gazette (en mars et en octobre) dont le but est d'informer nos adhérents de façon plus spécifique et explicite (même s'ils reçoivent toutes les informations via le newsletter). Le choix avait été fait de ne pas « professionnaliser » la gazette en la confiant à un salarié, espérant pouvoir mobiliser des adhérents sur ce projet. Mais nous n'avons pas réussi à tenir ce pari (au moins quatre exemplaires par an étaient normalement prévus) : c'est un chantier clé de la mobilisation des adhérents en 2007 ! Un jour se posera à nous la question de la création d'une véritable revue périodique.

9. COMMUNICATION EXTERNE

Sciences Citoyennes était aussi cette année présente dans la presse écrite, à la radio (et Jacques Testart en tant que biologiste mais aussi président de Sciences Citoyennes à la télé.)

Nous avons depuis 2006 un partenariat régulier avec Politis où nous avons publié six articles (jointes au rapport). Nous avons eu un Rebond dans Libération et des invitations à diverses émissions radio. Nous étions également beaucoup sollicités pour intervenir lors des conférences et colloques.

Le site Internet de Sciences Citoyennes créé en 2002 compte aujourd'hui plus de 1500 articles et brèves. Sa fréquentation s'est stabilisée actuellement autour de 13 000 visites par mois. La lettre électronique qui comptait autour de 300 abonnés en 2004 a aujourd'hui dépassé les 730 (mais notre but était d'avoir mille abonnés pour le newsletter !). Mais il faut revoir l'organisation de notre site puisque l'information est difficile à trouver et la navigation n'est pas évidente. Est également à développer un espace interactif.

La bibliothèque (site ressources)

Notre site ressources existe depuis plus d'un an et réunit des textes très variés. Pour l'enrichir plus et afin que les gens l'utilisent comme source d'information, il serait bien d'ouvrir la bibliothèque à des propositions de textes des internautes extérieurs à Sciences Citoyennes (mais avec validation par FSC).

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES POUR 2007

L'année écoulée a été particulièrement riche, comme en témoigne le compte-rendu des activités. *Sciences Citoyennes* a aujourd'hui pignon sur rue. Les demandes vis-à-vis de *Sciences Citoyennes* ont été très fortes tant de la part des associations et mouvements sociaux que des politiques et institutions. C'est la preuve de la justesse du pari qui a été fait en lançant un type d'association inconnu auparavant sur les enjeux technoscientifiques. L'essor et la diversification de nos interventions comporte aussi des risques de dispersion, de parcellisation (chacun ayant un lourd projet à porter aurait moins de temps pour l'élaboration collective), voire d'aspiration institutionnelle (être cooptés dans des instances où nous ne pèserions et n'innoverions pas vraiment). Nous devons en permanence continuer à rester collectivement vigilant.

Quelques pistes de chantiers et enjeux stratégiques 2007 (à discuter et compléter en AG puis CA)

Les notes

Vu l'impact important qu'ont eu nos notes (OGM, nouveau contrat entre science et société) et le succès du livre sur les lanceurs d'alerte, c'est là un mode d'intervention majeur pour élaborer et diffuser de nouvelles approches citoyennes dans les politiques de recherche d'expertise et d'innovation. Sont d'ores et déjà engagées des notes sur :

- L'innovation pharmaceutique et sa régulation,
- La production ascendante de savoirs, innovations et biens communs : quelle réorientation des politiques de recherche ?

Les axes de travail et campagnes

- 1.Conflits d'intérêts et technoscience. Ce travail bénéficiera de l'enquête considérable menée par notre regretté Marc.
- 2.L'institutionnalisation des dispositifs participatifs (conférence de citoyens) dans notre système politique (projet Picri avec M-A. Hermitte, Dominique Rousseau et Michel Callon). Nous publierons les résultats de notre travail (un texte de fond + une proposition d'inscription dans la Constitution des conférences de citoyens). Un document provisoire sera disponible dès février et envoyé à tous nos membres.
- 3.Enquête sur les propositions/positions sur la recherche et la relation science-société dans les programmes des partis politiques : envoi d'un questionnaire aux partis, analyse des réponses, des programmes et des interventions des candidats. Ce travail prendra la forme d'une petite note.
- 4.Cycle de 13 débats « Sciences-Planète – Université citoyenne des savoirs pour une planète vivable en 2030 ». un projet proposé par Sciences Citoyennes avec le partenariat de EcoRev', Le Monde, Le Monde diplomatique, Politis, La Revue Durable, Les Amis de la Terre, Global Chance, Ingénieurs sans Frontières, le WWF, etc. Les débats viseront à confronter les préoccupations, les constats, les propositions et les visions de chercheurs et

ingénieurs soucieux d'un monde soutenable, d'associatifs soucieux de décroissance et de biens communs, de pionniers d'alternatives écologiques, technologiques et sociales concrètes et... du public.

Les colloques et manifestations

Notre festival des « Sciences en bobines » va vers sa 4^e édition ! Il y a maintenant un groupe de bénévoles assez stable qui s'occupe de la préparation du festival et qui aide à assurer les quatre jours. Mais il serait bien d'avoir une/des personne/s très motivée/s en plus pour assurer le bon déroulement.

La communication

Depuis janvier 2007, nous avons embauché une troisième personne (Nadhia Zouari) avec de bonnes compétences en terme de communication ! Cela devra nous permettre d'améliorer notre communication en externe aussi bien qu'en interne (communiqués de presse, dossiers, site web, contacts avec les adhérents, la presse, etc.)

Sciences Citoyennes en région

C'est encore un point faible de la vie de notre association. Vu que la majorité des gens actuellement activement impliqués sont sur Paris, notre présence dans les régions est très limitée – au grand regret de nos adhérents. Quelle stratégie alors pour surmonter ce problème ? Nous souhaitons pour 2007 mettre en contact (pour ceux qui le souhaitent) les adhérents d'une même région afin qu'ils puissent plus facilement se retrouver et déterminer, avec l'aide du CA si nécessaire, des éventuels projets ou actions. Toute idée pour améliorer la vie régionale de Sciences Citoyennes est alors bienvenue !

International : quelle stratégie ?

A) Sciences Citoyennes co-organisera avec le réseau international des boutiques des sciences, le réseau international des chercheurs et ingénieurs pour la responsabilité (INES), le Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI) de l'Ecole des Mines et l'Unité Transformations sociales et politiques liées au vivant (TSV) de l'INRA une conférence internationale sur la recherche citoyenne. Ce sera la 3^e conférence Living knowledge : « Quand chercheurs et citoyens co-produisent les savoirs et les décisions scientifiques et techniques » qui se tiendra du 30 août au 1^{er} septembre 2007 à Paris.

La conférence se veut un espace d'échange sur la recherche citoyenne et associative, sur les nouveaux modes d'innovation et de partenariat entre sciences, société civile organisée et citoyens. Dans ce cadre, les participants à la conférence sont invités à présenter l'impact social, la puissance innovatrice et les valeurs scientifiques de la recherche citoyenne ainsi que ses limites, les obstacles et difficultés rencontrées, et ce, dans des disciplines des sciences, naturelles, sociales et des technologies. Seront alors discutées les conditions d'une recherche démocratisée et d'une innovation socialisée afin que la recherche et l'innovation deviennent compatibles dans leur conception et fonctionnement avec des valeurs et pratiques démocratiques dans tous les domaines sociaux.

La conférence souhaite toucher un public déjà impliqué dans ce mode de recherche, et des gens intéressés par la co-production des savoir entre chercheurs, associations et citoyens.

Organisations non-gouvernementales, chercheurs et ingénieurs en sciences naturelles et sociales et décideurs politiques sont invités à partager leurs expériences et idées.

B) Organisation avec la FPH d'une rencontre autour de l'alliance internationale « science et société ». Le contenu précis de la rencontre reste à définir avec la FPH. Mais il s'agira certainement de discuter des questions suivantes : maîtrise sociale du système de production scientifique, responsabilité sociale des scientifiques, gouvernance démocratique de la recherche, stimulation des capacités de production des savoirs et des innovations dans la société civile (recherche citoyenne), nouveaux modes d'innovation, politiques des savoirs et régime juridique adaptés à l'équité dans l'abondance des « biens qui se multiplient en se partageant », seront quelques-uns des thèmes à approfondir lors de cette rencontre.

C) Notre projet européen STACS : « Science, technologie et société civile – la société civile comme acteur plein de la recherche ». Soumis à un appel à projets de la Commission Européenne, ce projet a été sélectionné. Nous y travaillerons avec le réseau des semences paysannes, la Fondation des logiciels libres Europe, Greenpeace Angleterre, le think tank britannique Demos, l'Alliance européenne de santé publique (EPHA) et l'institut indépendant Homme, Éthique, Science en Allemagne. Le projet s'intéressera à : soutenir l'émergence de projets de recherche communs entre laboratoires publics et associations, analyse du système européen de recherche afin d'y faciliter l'accès d'ONGs.

D) Colloque européen « Sciences et société » : A la suite de notre contrat PICRI (voir plus haut), nous organiserons à Paris un colloque destiné à mener une discussion sur la notion de « citoyen » et à évaluer le protocole que nous allons proposer pour les conférences de citoyens.

En 2007, FSC prévoit d'intégrer le CRID (Centre de Recherche et d'information sur le Développement). Ce ralliement se justifie par le fait que la structure du CRID, simple association 1901 à sa création en 1966, est depuis devenu une vaste plate-forme d'associations, et que dans le même temps, ses missions ont changé, passant d'un objectif d'innovation et d'information sur le développement, à la promotion non plus seulement de la solidarité internationale, mais aussi du renforcement de la société civile pour l'amélioration des conditions de vie des communautés humaines (dans le Nord et dans le Sud). Par son adhésion, FSC espère contribuer à faire émerger le thème de la démocratisation des choix scientifiques et techniques dans les forums nationaux et internationaux.

L'agriculture est aussi un des thèmes sur lesquels FSC revient régulièrement. Nous avons beaucoup travaillé sur cette thématique de 2003 à 2005 mais elle était moins présente en 2006. Sachant que l'agriculture est un domaine fondamental au niveau social (alimentation, santé, biodiversité cultivée et sauvage, environnement, travail, technologie, recherche, vie sociale etc...), nous espérons réactiver notre groupe de travail sur cette thématique qui est transversale avec d'autres thématiques sur lesquels nous travaillons (médicaments, nanotechnologies, santé environnementale, etc.)

Cap sur 2007 !

Liste de nos interventions en 2006

Janvier

04.01. L'affaire Hwang Woo-suk ou les dérives de la science-spectacle. Par Jacques Testart, Le Monde

14.-15.01. 2nd conference on GMO free Regions, biodiversity and rural development, Berlin, Allemagne, présentation de Christophe Bonneuil et Claudia Neubauer

19.-25.01. Participation de Sezin Topçu au Forum Social Mondial à Bamako, Mali, séminaire de FSC sur : « Face à la marchandisation des sciences et des techniques, quelles alternatives pour l'Afrique? Quels moyens pour les mouvements citoyens du Nord et du Sud pour mettre la recherche et l'innovation au service du bien commun dans le continent africain? »

22.01. Radio Nova « Un autre matin est possible », Laurent Dianoux sur les enjeux des nanotechnologies

23.01. Journée à l'Assemblée Nationale organisée par FSC sur le thème: "Un pacte pour la recherche ? Quelle recherche et quel contrat avec la société ?" en préparation de la Loi d'orientation et de programmation de la recherche

26.01. Rencontres nationales de l'animation scientifique et technique : La science pour tous, une utopie réaliste pour l'Education populaire ? IUT de Tours, Département Carrières Sociales, intervention de Taos Ait Si Slimane

Discussion avec M.-C. Blandin (sénatrice "les verts") pour porter nos amendements à la LOPR

Février

03.02. Crise de la recherche : dernier acte ? Sur France Culture de 19h30 à 20h30, Emission "Science culture" avec Christophe Bonneuil, de Sciences citoyennes, chargé de recherche au CNRS, Martin Andler, professeur de mathématiques à Université Saint-Quentin en Yvelines, Antoine Compagnon, professeur de littérature à la Sorbonne, Marion Guillou, présidente de l'Inra.

28.02. Journée de FSC sur les boutiques des sciences dans le cadre du projet européen TRAMS (Training and Monitoring of Science Shops): *La recherche à l'aide des citoyens - Rencontre d'échange autour des boutiques des sciences

Discussion avec P. Lasbordes (député UMP) pour porter nos amendements à la LOPR

Article de Glen Millot sur la loi d'orientation de la recherche dans l'Hebdomadaire de la FNAB : Quand la recherche se cherche...

Mars

02.03. dans Politis : Le débat sur le réacteur EPR est un fiasco. Article de Jacques Testart et Suzanne Orru

17.-19.03. European Biopolitics Connecting Civil Society – Implementing Basic Values, Berlin, Allemagne, organisée par Heinrich-Boell Stiftung et Institut Mensch, Ethik, Wissenschaft, intervention de Claudia Neubauer

Rédaction d'un cahier d'acteur pour le débat public autour du EPR : Un débat sur le nucléaire est-il possible en France ?

Propositions d'amendements pour la loi OGM

30.03. soumission de notre projet européen STACS "Science, technologie et société civile – la société civile comme acteur plein de la recherche" à un appel à projets de la Commission Européenne

30.03. Article dans Politis Intelligence collective ou économie de rente ? par Christophe Bonneuil

Avril

30.03-02.04. Atelier-scénario de notre projet TRAMS avec les boutiques des sciences, Rhin, Autriche, participation de Glen Millot

08.04. Participation de Juan Roy de Menditte, Isabelle Goldringer et Jacques Testart à la journée d'opposition aux OGM, conférence "Recherche et développement"

Participation à la mobilisation contre la fermeture des boutiques des sciences de l'Université de Groningen, Pays-Bas. La mobilisation a permis de changer les plans de l'université au bout de quelques mois. Le dispositif des boutiques des sciences sera maintenu mais, à notre grand regret, dans une forme réduite

Parution du livre de Jacques Testart : Le vélo, le mur et le citoyen. Ed. Belin, 128 pp.

Mai

03.-07.05. Forum Social Européen à Athènes, Grèce, co-organisation de deux séminaires et participation de Claudia Neubauer : Développement, coopération et besoins sociaux : La démocratie est nécessaire dans la recherche scientifique afin d'avoir une économie qui se base sur une connaissance authentique. et Dialogue entre théorie et pratique ; dialogue entre chercheurs, activistes et chercheurs-activistes.

13.05. l'association française des docteurs, l'ANDÈS a organisé une matinée sur la place des docteurs dans les dispositifs d'expertise, intervention de Sezin Topçu sur "Expertise sociale finalisée"

22.05. Intervention de Jacques Testart au programme Sokori des Petits Débrouillards

22.05. Une coalition internationale de 38 organisations dont la FSC alerte sur la biologie synthétique avec une lettre ouverte

27.-29.05. Réunion avec le réseau international des boutiques des sciences pour préparer la 3e conférence Living knowledge sur la recherche citoyenne qui se tiendra en aout 2007 à Paris et dont FSC sera l'organisateur principal, Belfast, Irlande

31.05. Participation à la Journée d'hommage à Pierre Castella, CRID, Vincennes

Juin

01.06. Article dans Politis, Nanotechs et giga-vertige, par Lionel Larqué

02.06. « L'ouverture du pôle Minatec cristallise la critique des nanotechnologies », LE MONDE |
02.06.06 | par Hervé Kempf, Pierre Le Hir
L'article mentionne la participation de FSC à la lettre ouverte sur la biologie synthétique

13.-14.06. Participation de Taos Ait Si Slimane au congrès de Sud-Recherche-EPST à Lyon

14.06. Participation de Claudia Neubauer et Christophe Bonneuil à une rencontre "AgroGentechnik" de la Vereinigung Deutscher Wissenschaftler (VDW -Association de chercheurs allemands)

19.06. Interview de Radio Alger avec Lionel Larqué sur les nanotechnologies

Juillet

05.-08.07. Participation d'Elise Demeulenaere à l'Université d'été du CRID

06.07. Article dans Politis, Dans la peau d'un politique, par Juan Roy de Menditte

06.-07.07. Participation de Claudia Neubauer à la première réunion du l'Advisory group « Science et Société » pour le 7ème PCRD de la DG Recherche de la Commission Européenne

Septembre

26.09. Participation de Claudia Neubauer à la deuxième réunion du l'Advisory group « Science et Société » pour le 7ème PCRD de la DG Recherche de la Commission Européenne

Octobre

04.10. Rebond dans Libération : Ouvrons donc la recherche, par Jaques Testart et Lionel Larqué

08.10. Intervention de François Warlop au forum SAPIENCE (Grasse - 06) sur les boutiques de science et leur intérêt dans le paysage actuel de la recherche

11.-14.10. Festival des « Sciences en bobines » au cinéma La Clef, quatre soirées avec huit films et cinq débats thématiques

13.10. Présentation du festival dans La grenouille noire, l'émission de radio Libertaire, par Elise Demeulenaere et Sezin Topçu

14.10. A la recherche de l'enfant parfait. Par Jacques Testart, Le Monde

Publication de notre note « nanotechnologies – nanoparticules, giga-questions et citoyenneté »

10.-20.10. François Warlop visite des ONG en Inde dans le cadre de notre projet de l'alliance internationale « science et société »

26.10. Article dans Politis, Le prétexte de la décroissance, par Lionel LARQUÉ

26.10. Nanosciences et nanotechnologies : tous les ingrédients d'un débat explosif ? Débat organisé par la Mission Agrobiosciences et la Maison Midi-Pyrénées à Toulouse, avec Lionel Larqué

31.10. Des jurys populaires, mais en connaissance de cause, par Jacques Testart, Libération

Novembre

26.11. Festival du film Nova (Bruxelles), participation de Catherine Bourgain au débat

Décembre

01.-02.12. Conférence internationale Science policies meet reality :Gender, Women and Youth in Science in Central and Eastern Europe organisée par l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences, Prague, Tchéquie, présentation de Claudia Neubauer sur « European research – new dynamics and policy implementations »

07.12. Article dans Politis, Un Nobel pour l'interférence entre science et marché ? Par Catherine Bourgain

10.12. Intervention de Jacques Testart au forum Sapience

11.12. Intervention de Claudia Neubauer sur la gouvernance de la recherche au programme Sokori des Petits Débrouillards

17.12. Festival du film Nova (Bruxelles), participation de Sezin Topçu au débat "Pollutions insidieuses"